

Désinvestissement : le fonds souverain norvégien exclut deux groupes israéliens

OSLO, 23 août 2010 (AFP)

Le fonds de pension public norvégien, un des plus gros fonds souverains au monde, a exclu pour des motifs d'éthique deux groupes israéliens accusés de contribuer à la colonisation des territoires palestiniens, a annoncé lundi le gouvernement norvégien.

Selon le ministère des Finances, le fonds, dans lequel l'Etat verse la quasi-totalité de ses recettes pétrolières, a vendu toutes ses actions dans la société Africa Israel Investments, actionnaire majoritaire de Danya Cebus, un groupe de BTP actif dans « les territoires palestiniens occupés ».

« Plusieurs résolutions du Conseil de sécurité des Nations unies et un avis de la Cour internationale de justice ont conclu que la construction de colonies israéliennes dans les territoires palestiniens occupés sont interdits au regard de la Convention » de Genève, a dit le ministre Sigbjørn Johnsen. « J'ai donc (...) exclu Africa Israel Investments et Danya Cebus du portefeuille d'investissements du fonds », a-t-il ajouté dans un communiqué.

Le fonds norvégien a vendu toutes ses actions dans Africa Israel Investments, lesquelles valaient 7,2 millions de couronnes (près de 1 million d'euros) fin 2009, et a exclu d'investir dans sa filiale. Le fonds s'est aussi désengagé de la société forestière malaisienne Samling Global en réaction « à des violations vastes et répétées » de la réglementation dans ses activités dans l'Etat du Sarawak en Malaisie et au Guyana.

« Le Conseil d'éthique (qui donne des avis au ministère des Finances) a étudié Samling Global et a conclu que les activités de l'entreprise dans les forêts tropicales du

Sarawak et du Guyana contribuent à la déforestation illégale et à de graves dégâts écologiques », a indiqué M. Johnsen.

Fin 2009, le fonds norvégien détenait pour 8,1 millions de couronnes d'actions Samling Global, aujourd'hui vendues.

Premier investisseur sur les Bourses européennes, le fonds pétrolier norvégien –comme il est plus communément connu– pesait 2.792 milliards de couronnes (353,2 milliards d'euros) en actions et obligations internationales fin juin.

Sa gestion obéit à des règles éthiques très strictes: sont exclus les fabricants d'armes « particulièrement inhumaines », l'industrie du tabac et les groupes coupables de violations des droits de l'Homme, de corruption ou de graves dégradations de l'environnement.

Une cinquantaine de sociétés internationales, dont Boeing, Wal-Mart, EADS, Safran et BAE Systems, figurent désormais sur sa liste noire.

A lire aussi sur le site du ministères des finances norvégien :

<http://www.regjeringen.no/en/dep/fin/press-center/Press-releases/2010/three-companies-excluded-from-the-govern.html?id=612790>